

2  
décembre  
2025

## Décret instituant des subsides extraordinaires en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2026

État au  
15 janvier 2026

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

vu la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), du 18 mars 1994<sup>1)</sup> ;

vu la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LILAMal), du 4 octobre 1995<sup>2)</sup> ;

sur la proposition de la commission des finances, du 17 novembre 2025,

*décrète :*

**Objet** **Article premier** Le présent décret a pour but de compenser l'augmentation des primes de l'assurance-maladie obligatoire des soins en octroyant des subsides extraordinaires aux bénéficiaires de subsides ordinaires durant l'année 2026.

**Bénéficiaires** **Art. 2** Peuvent bénéficier du présent décret les personnes qui sont au bénéfice d'un subside selon l'arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2026 (ci-après : ANO 2026), du 12 novembre 2025<sup>3)</sup>.

**Subsides extraordinaires**  
a) principe **Art. 3** <sup>1</sup>Les subsides extraordinaires au sens du présent décret sont fixés par mois et peuvent être octroyés pour les mois de janvier à décembre 2026.

<sup>2</sup>Ils viennent augmenter les montants maximums des subsides prévus par l'article 11 de l'ANO 2026, le subside total accordé ne pouvant être supérieur à la prime exigée par l'assureur.

b) montants **Art. 4** <sup>1</sup>Les montants maximums des subsides extraordinaires mensuels, par classification, pour la franchise annuelle au sens de l'article 103, alinéa 1 de l'Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995<sup>4)</sup>, sont les suivants (en francs) :

Classification s	Jeunes adultes en formation (19-25 ans)	Jeunes adultes (19-25 ans)	Adultes en formation (dès 26 ans)	Adultes (dès 26 ans)
Classification S1				

FO 2025 N° 50

<sup>1)</sup> RS 832.10

<sup>2)</sup> RSN 821.10

<sup>3)</sup> RSN 821.102

<sup>4)</sup> RS 832.102

Classification S2				
Classification S3				1
Classification S4		1		3
Classification S5		3		4
Classification S6		4		6
Classification S7		6		8
Classification S8		6		10
Classification S9		8		12
Classification S10		9		14
Classification S11		9		14
Classification S12		10	1	14
Classification S13	3	10	4	15
Classification S14	6	10	8	14
Classification S15	8	11	12	15

<sup>2</sup>Les montants prévus à l'alinéa 1 sont diminués dans la même mesure que les réductions accordées par les assureurs en cas de formes particulières d'assurances au sens de l'article 62, alinéa 2, lettre a, LAMal.

**Droit applicable** **Art. 5** Sauf disposition contraire du présent décret, les règles applicables aux subsides ordinaires le sont également aux subsides extraordinaires prévus par le présent décret, y compris les règles sur la restitution et la remise.

**Procédure** **Art. 6** <sup>1</sup>Les subsides extraordinaires sont simplement ajoutés aux subsides ordinaires accordés aux bénéficiaires, jusqu'à concurrence de la prime exigée par l'assureur.

<sup>2</sup>Ils ne font pas l'objet d'une demande, d'une procédure ou d'une décision séparée.

**Financement** **Art. 7** Les subsides extraordinaires prévus par le présent décret sont intégralement à la charge de l'État.

**Référendum** **Art. 8** Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Entrée en vigueur et validité **Art. 9** <sup>1</sup>Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation et à l'exécution du présent décret.

<sup>2</sup>Le présent décret entre en vigueur le lendemain de sa promulgation.

<sup>3</sup>Il sera caduc de plein droit le 31 décembre 2027.

Loi promulguée par le Conseil d'État le 14 janvier 2026.

L'entrée en vigueur est fixée avec effet au 15 janvier 2026.